

Le Conseil des États rejette nettement l'initiative des Jeunes socialistes

18.06.2015

D'un coup d'oeil

Par 32 voix contre 10, le Conseil des États a suivi le Conseil fédéral et a refusé l'initiative populaire fédérale « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires », déposée par les Jeunes socialistes. [economiesuisse](#) salue cette décision claire au sujet d'une initiative trompeuse. En effet, le projet ne remédiera pas à la faim dans le monde, mais nuira en revanche durablement à la place économique helvétique.

Des études scientifiques montrent que les investissements financiers sur les marchés à terme ne renchérissent pas les prix des denrées alimentaires. Au contraire, ces investissements aident les agriculteurs et les négociants en matières premières à couvrir leurs risques, et ont plutôt pour effet de lisser les prix. L'initiative des Jeunes socialistes n'est donc pas le bon moyen de combattre la faim dans le monde. Les prix des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande sur les marchés de base. Cela signifie que les prix élevés sont la conséquence de mauvaises récoltes dues à la sécheresse, de stocks faibles, de restrictions en matière d'exportation ou d'une demande accrue.

C'est là que les mesures doivent être prises : il est ainsi bien plus efficace pour la Suisse de poursuivre ses engagements dans le cadre de la coopération internationale visant à améliorer la formation des paysans dans le tiers monde, ou en soutenant des projets d'irrigation dans les régions les plus pauvres. Au-delà de l'inefficacité de l'initiative des Jeunes socialistes à combattre la famine, son acceptation poserait de sérieux problèmes à la place économique suisse. Le projet s'en prend à la branche des matières premières, qui génère près de 3,5 % du produit intérieur brut de la Suisse, représente des milliers d'emplois et contribue à une grande partie des recettes fiscales à Genève et Zoug, par exemple. Il affecterait cependant aussi les banques et les producteurs de denrées alimentaires. En cas d'acceptation, la place économique suisse perdrait encore de son attrait pour ces secteurs dans une période déjà difficile. Dans ces conditions, economiesuisse salue la décision du Conseil des États de rejeter l'initiative.